

Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

NGO Action News

4 mai 2023

Moyen-Orient

- Le 3 mai, [Al Mezan](#) a publié un article à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse affirmant que l'État d'Israël viole systématiquement les droits des journalistes et des professionnels des médias palestiniens et constate que les attaques militaires israéliennes ciblent régulièrement des institutions de presse, leurs bureaux et leurs véhicules. Al Mezan a également invité les États tiers et la communauté internationale à respecter leurs obligations morales et juridiques vis-à-vis du peuple palestinien, y compris en garantissant le plein respect du droit à la liberté d'opinion et d'expression. Le [Centre palestinien pour les droits de l'homme](#) a également publié un article selon lequel l'occupation israélienne et les divisions internes des Palestiniens entravent la liberté d'expression et la liberté de la presse en Palestine.
- Le 2 mai, [B'Tselem](#) a publié un rapport intitulé « Parched: Israel's policy of water deprivation in the West Bank » (Desséchée : la politique d'Israël de privation d'eau en Cisjordanie), constate que la pénurie d'eau constitue un résultat intentionnel de la politique délibérément discriminatoire de l'État d'Israël, qui considère l'eau comme un moyen supplémentaire de contrôler la population palestinienne en Cisjordanie. Selon B'Tselem, la consommation quotidienne moyenne d'eau des Israéliens est de 247 litres par personne, soit trois fois la quantité que les Palestiniens utilisent en Cisjordanie qui s'élève à 82,4 litres. Seulement 36 % des Palestiniens ont accès à l'eau courant quotidiennement.
- Le 1^{er} mai, le [Centre palestinien pour les droits de l'homme](#) (PCHR) a publié un article sur la Journée internationale des travailleurs faisant part de son soutien au combat que mènent les travailleurs palestiniens. Le PCHR a mis en évidence les violations de leurs droits par les autorités israéliennes ainsi que l'absence de système national de protection et sécurité sociales qui préserve les droits des travailleurs dans les conditions économiques qui se sont détériorées ces dernières années. L'article indique que la population active palestinienne a atteint 1 133 millions : 655 000 en Cisjordanie, 285 000 dans la bande de Gaza et 193 000 qui travaillent en Israël et dans les colonies israéliennes.
- Le 30 avril, [Al Mezan](#) a fait savoir que le réseau des organisations non gouvernementales palestiniennes demandait aux Palestiniens de boycotter les célébrations organisées le 9 mai à l'occasion de la Journée de l'Europe, et d'annuler les réunions avec les délégations de l'Union européenne en mai 2023 en protestation contre les déclarations faites ces derniers jours par la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, qui les membres

du réseau jugent offensantes. Le réseau a déclaré que, dans son message vidéo, Mme von der Leyen adoptait le discours israélien et niait la Nakba du peuple palestinien ainsi que son déplacement de sa terre natale. [Al Haq](#) a publié un article sur cette question, exprimant une position analogue.

- Le 30 avril, [7amleh](#) a publié un rapport de situation intitulé « Endless Violation and Mistreatment of Palestinians' Right to Privacy and Personal Data » (Violation et mauvais traitement sans fin du droit à la protection de la vie privée des Palestiniens). Ce document présente un aperçu du droit à la vie privée dans les territoires palestiniens occupés. Il porte essentiellement sur les données personnelles, tout en insistant sur les défaillances dans la législation palestinienne. En outre, 7amleh a étudié les normes, systèmes, règlements et procédures indépendants qui sont nécessaires pour garantir la réalisation du droit à la vie privée, pour obliger les autorités responsables à surveiller les auteurs de violations et à les tenir pour responsable, ainsi que pour veiller à ce que les décideurs s'acquittent de leurs responsabilités.
- Le 30 avril, [Peace Now](#) a fait savoir que l'administration civile israélienne avait annoncé le lancement début mai des travaux de forage et d'inspection pour la préparation du revêtement d'une route entre el-Azariya et a-Za'im, près de la colonie de Ma'ale Adumim. La route est d'une grande importance pour le gouvernement israélien pour réaliser ses intentions d'annexer Ma'ale Adumim à Israël et de promouvoir le plan de construction de la zone E1, à l'est de Jérusalem. Selon Peace Now, cette route permettra au gouvernement israélien de fermer aux Palestiniens une large zone au cœur de la Cisjordanie après avoir détourné de la zone E1 la circulation de tous les Palestiniens vers cette nouvelle route. Par conséquent, la construction de la route créera un réseau routier distinct pour les Israéliens et les Palestiniens.
- [Ir Amim](#) a indiqué, le 27 avril, qu'un nouveau plan de colonisation avait été présenté au Comité de planification et de construction du district de Jérusalem, pour la construction de 384 logements individuels dans une zone très sensible située entre Ras al-Amud et Abou Dis. L'implantation d'une colonie à cet emplacement coupera la liaison orientale entre Jérusalem-Est et Abou Dis. Ce plan s'ajoute à une série d'autres plans de colonisation dont Israël fait actuellement la promotion en vue d'achever la séparation de Jérusalem-Est du reste de la Cisjordanie à l'aide de zones bâties israéliennes.
- Au cours de la période considérée, plusieurs organisations ont publié des déclarations à la suite du décès dans une prison israélienne de Khader Adnan, militant palestinien remarqué et prisonnier politique. [Al Haq](#) et [Addameer](#) ont publié une déclaration du Conseil des organisations palestiniennes de défense des droits de l'homme selon laquelle Khader Adnan en était au 86e jour de sa cinquième grève de la faim en protestation contre sa récente arrestation et sa détention arbitraire par Israël. L'administration pénitentiaire israélienne, qui détenait Khader en isolement, lui a refusé son droit de visite de sa famille, jusqu'à sa mort. [Physicians for Human Rights](#) a également publié un article indiquant la grève de la faim constituant pour Adnan le dernier recours pour une protestation pacifique contre l'oppression que lui et son peuple subissent quotidiennement. Ces grèves étaient, non seulement, une protestation contre ses propres détentions administratives, mais aussi contre leur utilisation depuis des décennies comme outil politique d'oppression contre les Palestiniens.

Asie et Europe

- Le 2 mai, [Amnesty International](#) a publié un rapport intitulé « Automated Apartheid: How facial recognition fragments, segregates and controls Palestinians in the OPT » (Apartheid automatisé : Comment la reconnaissance faciale fragmente, sépare et contrôle les Palestiniens dans les territoires palestiniens occupés). Amnesty International a fait savoir que les autorités israéliennes avaient recours à un système expérimental de reconnaissance faciale, connu sous le nom de « Red Wolf », qui vise à suivre les Palestiniens et à imposer des restrictions par voie numérique à leur liberté de circulation. Le rapport analyse la façon dont la technologie de reconnaissance faciale est utilisée de manière intensive par les autorités israéliennes pour soutenir leur domination et leur oppression en continu des Palestiniens dans les territoires occupés. Les autorités israéliennes sont en mesure de faire appel à des logiciels de reconnaissance faciale, notamment aux postes de contrôle, afin de renforcer les pratiques actuelles de maintien de l'ordre discriminatoire, de ségrégation et de restriction de la liberté de circulation, violant ainsi les droits fondamentaux des Palestiniens.
- Le 27 avril, [Law for Palestine](#) a publié le rapport intitulé « Israel's Arrest Policy against Palestinian University Students (in the West Bank and Israel): A Tool for Eroding Palestinian National Identity and Consolidating Israeli Colonialism » (Politique d'arrestation d'Israël contre les étudiants universitaires palestiniens [en Cisjordanie et en Israël] : Un outil pour mettre en péril l'identité nationale palestinienne et consolider le colonialisme israélien). Le rapport aborde la militarisation systématique de l'incarcération des étudiants universitaires palestiniens en Cisjordanie, ainsi que de ceux qui sont citoyens d'Israël, agissant comme un outil supplémentaire visant à compromettre l'identité politique et culturelle des Palestiniens.

Amérique du Nord

- Le 11 mai, [The Jerusalem Fund](#) organisera le débat « Dépêches de la terre natale : Une conversation avec Fayrouz Sharqawi. » Fayrouz Sharqawi est une militante palestinienne, cofondatrice et ancienne directrice de Grassroots Al-Quds. Elle exposera les problèmes auxquels sont confrontés les Palestiniens ainsi les moyens dont ils surmontent la fragmentation, l'isolement et les attaques incessantes d'Israël à l'encontre de leurs vies et de leur dignité. Elle mettra également en évidence la place importante qu'occupe Jérusalem dans le champ de bataille de la persévérance des Palestiniens contre l'effacement de leur identité.
- Le 2 mai, Arab Center Washington DC et la [Fondation pour la paix au Moyen-Orient](#) ont organisé une demi-journée de conférence pour discuter des répercussions des Accords d'Abraham sur les droits humains et la démocratie dans la région, ainsi que sur les priorités et politiques des États-Unis, sur les alliances régionales et mondiales ainsi que pour l'avenir de la paix et des droits humains des Palestiniens. Les tables rondes ont abordé les composantes diplomatiques, économiques, militaires et technologiques de ces nouvelles

relations, les motivations de chacun des pays impliqués, ainsi que l'évaluation globale de l'avenir des Accords d'Abraham.

- Le 2 mai, la [Fondation pour la paix au Moyen-Orient](#) et [Project 48](#) ont publié un article qui présente une compilation d'œuvres d'art palestiniennes qui évoquent les événements de 1948 et la Nakba qui façonne l'histoire, les réalités actuelles et l'avenir des Palestiniens.

Nations Unies

- Le 15 mai, le [Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien](#) commémorera le 75e anniversaire de la Nakba au Siège de l'Organisation de Nations Unies à New York. Pour la première fois dans l'histoire de l'Organisation, cet anniversaire sera commémoré conformément au mandat de l'Assemblée générale (A/RES/77/23 du 30 novembre 2022). Le Comité organisera, le 15 mai 2023 de 10 h 00 à 12 h 30 (heure de New York), une séance spéciale de haut-niveau dans la salle de conférence n° 4. Un événement de commémoration spécial se tiendra dans la salle de l'Assemblée générale de 18 h 00 à 20 h 00 (heure de New York). L'événement fera revivre le périple des Palestiniens et visera à créer une expérience d'immersion dans la Nakba grâce à la présence de musiciens, à la diffusion de photos, de vidéos et de témoignages personnels. Pour vous inscrire, suivre ce [lien](#).
- Le 3 mai, le [Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien](#) a convoqué une réunion au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York. Les discussions ont porté sur l'élection des membres du bureau, sur la préparation de la commémoration le 15 mai de la Nakba et sur l'exposé des lignes directrices et procédures permettant aux États Membres de déposer les déclarations auprès de la Cour internationale de justice sur l'avis consultatif sollicité par l'Assemblée générale.
- Le 27 avril, le [Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien](#) a organisé des consultations à huis clos avec des organisations de la société civile au titre de la règle de confidentialité de Chatham House et intitulées « La Nakba en cours à Gaza : blocus, dépossession et déni des droits ». Parmi les participants figuraient des représentants de l'État de Palestine, d'Israël et des États-Unis, ainsi que des membres et observateurs du Comité. Les discussions étaient orientées sur la Grande marche du retour et ses retombées, sur le droit au retour des Palestiniens, sur les violations des droits des Palestiniens à accéder aux soins de santé, ainsi que sur les obstacles au regroupement familial. En se concentrant sur Gaza, il a été possible d'établir des liens de façon à permettre aux participants de comprendre la réalité du terrain et de contrer le sentiment d'abandon de la communauté internationale que ressentent les Palestiniens de Gaza.

Cette lettre d'information recense les informations sur les activités récentes et à venir des organisations de la société civile affiliées au Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. Le Comité et la Division des droits des Palestiniens du Secrétariat des Nations Unies communiquent les informations « en l'état », sans garantie

d'aucune sorte et déclinent toute responsabilité quant à l'exactitude ou à la fiabilité des informations contenues dans les sites Internet dont les liens figurent dans la lettre d'information.



<http://www.facebook.com/UN.palestinianrights>



<http://www.twitter.com/UNISPAL>